



La lettre de la sénatrice

N°6, lundi 8 mars 2021

Madame, Monsieur, Chers (ères) Collègues,

Lors des questions d'actualité au gouvernement mercredi dernier, la Ministre en charge du travail et de l'emploi Elisabeth BORNE a été interrogée à plusieurs reprises sur la relance de la concertation pour la réforme de l'assurance chômage, rejetée à l'unanimité par les Syndicats.

En pleine tempête économique, cette réforme tend à réduire de 20 % les indemnités journalières de 830 000 demandeurs d'emploi dès le 1er Juillet à un moment où le contexte sanitaire a vu s'accroître la pauvreté dans notre Pays.

La situation des agriculteurs et tout particulièrement des éleveurs bovins a également été évoquée. La Loi EGALIM qui devait rééquilibrer les relations commerciales et redonner de la valeur aux denrées agricoles n'a pas atteint son objectif. Alors que la grande distribution a fait des bénéfices record en 2020, les revenus agricoles sont au plus bas. Il est impératif que les négociations commerciales prennent en compte les coûts de production.

Evoquées aussi les inquiétudes grandissantes des collectivités territoriales face à la dégradation de leur situation financière.

Selon l'Association des Maires de France, les communes ont subi 5 milliards d'euro de pertes en raison de la crise sanitaire et 25 % des intercommunalités jugent leur situation financière dégradée. Le Gouvernement doit tout mettre en œuvre pour les aider à sortir de la crise et préserver les investissements locaux.

La Loi 4 D à nouveau dans l'actualité

Menacé d'être enterré par la crise sanitaire, ce nouveau texte devrait être finalement présenté fin mars-début avril au Conseil des Ministres. Cet avant-projet de loi « décentralisation, différenciation, déconcentration, décomplexification » devrait être inscrit en première lecture au Sénat avant la fin de la session législative. Censé donner de nouvelles compétences aux collectivités, il ne fait pas l'unanimité des élus qui craignent que l'essentiel ne soit pas abordé, notamment tout ce qui concerne l'autonomie financière et fiscale qui est au cœur des demandes des associations d'élus et de leurs propositions.

Enfin je veux terminer mon propos en ce 8 Mars pour évoquer la Journée Internationale des Femmes dont le thème cette année est « Leadership féminin : pour un futur égalitaire dans le monde de la COVID 19 ».

Au premier plan de la lutte contre la COVID 19, en tant que travailleuses de première ligne et professionnelles de santé, scientifiques, médecins, elles sont pourtant payées 11 % de moins que leurs homologues masculins à l'échelle mondiale.

La journée Internationale des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité, car tant que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera pas atteinte, nous aurons besoin de la célébrer.

Bonne lecture de mon activité au Sénat et sur le Département.

Bien à vous,
Marie Claude VARAILLAS

Actualité au Sénat

“
*Comment comptez-vous
M.Bayrou prendre en
compte ces problématiques
et convaincre qu'une
nouvelle politique
d'aménagement du territoire
est nécessaire ?*

”



Désertification médicale

La désertification médicale ne doit pas être une fatalité pour nos territoires ruraux

Mercredi 3 mars, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable auditionnait François Bayrou, Haut commissaire au Plan.

L'occasion pour moi de rappeler les initiatives et investissements des élus locaux pour maintenir l'attractivité du territoire mais également d'interroger le Haut commissaire au plan plus particulièrement sur la désertification médicale des territoires ruraux et les propositions qu'il compte faire au Gouvernement pour y remédier

[Lire mon intervention et la réponse du Haut-commissaire au Plan](#)

“
*70 % des élèves socialement
défavorisés ne sont pas
scolarisés en REP/ZEP.*

”



Quel avenir pour l'éducation prioritaire?

“
*Un individu moyen pourrait
ingérer jusqu'à 5 grammes de
plastique chaque semaine,
selon le WWF*

”



Lutte contre les micro-plastiques

Quel avenir pour l'éducation prioritaire ?

Mardi 2 mars, le Sénat a débattu de la réforme en cours de l'éducation prioritaire.

L'occasion pour mon groupe parlementaire CRCE de rappeler l'insuffisance des dispositifs d'éducation prioritaire et les trop nombreuses fermetures de classes annoncées en éducation prioritaire cette année encore, aggravant un maillage territorial insuffisant.

[Lire la suite](#)

Lutte contre les micro-plastiques

La commission d'aménagement du Territoire et du Développement Durable a examiné, mercredi 4 mars, la proposition de loi visant à limiter la pollution par les micro-plastiques.

La lutte contre cette pollution de longue durée, qui s'immisce dans les moindres recoins de notre biosphère est un enjeu important de notre politique environnementale

[Lire la suite](#)

“

De la place du consentement dans l'Art

”

8 MARS - DROIT DES FEMMES

A l'heure où la parole des femmes se libère chaque jour davantage, où les mots « incestes », « viols », « violences » deviennent de plus en plus omniprésents dans les médias, une thématique transparaît de plus en plus au centre de ces débats : le consentement.

[En cette journée des droits des femmes, retrouvez l'article que je signe dans la prochaine édition du magazine culturel du PCF "L'Ormée"](#)

Actualité en circonscription



ECHANGES - Instruction en famille

Avec mon collègue Serge Mérillou, nous avons échangé lundi 8 mars avec les représentants des familles pratiquant l'instruction à domicile.

L'article 21 du projet de loi "confortant le respect des principes de la République" qui sera examiné prochainement au Sénat prévoit un encadrement plus strict de l'instruction en famille en la faisant passer d'un régime déclaratif à un régime d'autorisations, strictement définies.

En Dordogne, les services académiques estiment que 140 familles pratiquent l'instruction à domicile.



VISITE - Service de santé au travail

Vendredi 5 mars, rencontre avec le président du Service de santé au travail Philippe François et son équipe pour faire le point sur leurs missions, la campagne de vaccination et visiter l'établissement.

Nous avons également pu échanger sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention en santé au travail déposée au sénat le 17 février dernier et qui sera examinée dans quelques semaines en commission des affaires sociales, avant son passage en séance où je ne manquerai pas de porter les revendications du SST24.

La raréfaction des médecins du travail et le maillage territorial sont une problématique importante pour cet organisme qui pratique une médecine préventive au sein de l'entreprise.

“

Maillons essentiels du maintien des personnes âgées dans leur domicile

”



SOUTIEN - Aides à domicile

Avec mon collègue Serge Mérillou, nous soutenons et relayons l'initiative prise par le Président du Conseil départemental Germinal Peiro et le Président de l'Union des Maires, en partenariat avec les syndicats professionnels, de demander au Gouvernement la reconnaissance du travail des aides à domicile.

Maillons essentiels dans le maintien des personnes âgées dans leur domicile, la crise sanitaire a rappelé d'une part le rôle social majeur que les aides à domicile jouent et d'autre part le manque de reconnaissance de leur profession.

Leur travail est pénible, avec des horaires difficiles à tenir et des déplacements nombreux, assurés souvent avec leur véhicule personnel.

[Lire la suite](#)

“

Appel parlementaire franco-allemand contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées

”



TRIBUNE - interdiction des bombardements en zones peuplées

J'ai cosigné avec 210 députés et sénateurs français allemands un appel publié dans *La Croix* et *l'Humanité* le 1er mars dernier, demandant à la France et à l'Allemagne d'avancer dans le processus d'élaboration d'une déclaration politique d'interdiction des bombardements des zones densément peuplées de civils.

[Lire la suite](#)

Questions écrites au gouvernement

“

Questions écrites au gouvernement ”



Suppression des taxes funéraires communales

Alors que depuis le 1er janvier 2021, les communes ne peuvent plus percevoir les taxes sur les convois, les inhumations et les crémations qu'elles prélevaient aux opérateurs funéraires de la commune, j'ai interpellé la ministre de de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur les conséquences de l'abrogation de l'article L.2223-22 du Code Général des Collectivité publique supprimant les taxes funéraires communale.

[Lire la suite](#)

Marie-Claude Varailas
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailas@senat.fr



Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur mariclaudevarailles.fr.

[Se désinscrire](#)



© 2020 Marie Claude Varailles